

des thèses du XIV^e Congrès

geois franco-britanniques cherchent à déclencher la guerre dans cette partie du monde. Qui a stoppé l'aventure? Les Etats-Unis. « Voyez l'éclatement des contradictions inter-impérialistes », s'écrient tous les Moreau du monde. Malheureusement pour ces tristes prophètes, la session du Conseil Atlantique aboutit à un resserrement sérieux de l'alliance contre-révolutionnaire des impérialismes.

En bref, l'intervention des mas-

ses, loin de contribuer à la détente, a accentué la tension des rapports internationaux et montré que l'impérialisme était toujours sur le qui-vive. Il faut donc tenir compte de cet état de fait et pousser dans chaque pays la lutte des masses — non pour de nébuleux objectifs diplomatiques, mais pour l'offensive anti-capitaliste qui seule peut assurer les travailleurs du succès contre la politique agressive de la bourgeoisie.

DE L'ALGERIE A SUEZ

Celui-là même qui n'accepte pas d'emblée de pareilles conclusions ne peut cependant nier que les thèses abstraites du XIV^e Congrès doivent, pour le moins, être actualisées. La direction du PCF ne l'entend pas ainsi et, avec Fajon, s'estime satisfaite de ses théorisations, dont elle montre l'application pratique dans la politique du parti entre ses vues générales et son action quotidienne; mais les conclusions que l'on peut en tirer ne sont guère en faveur.

Après avoir longtemps attendu de Guy Mollet une politique pacifique, le PCF a été incapable de lutter efficacement contre la guerre d'Algérie; contre l'aventure de Suez, il n'a su organiser qu'une conférence de Servin! Pourtant le XIV^e Congrès avait affirmé dans sa thèse 20,

que « la guerre d'Algérie est déterminante dans une large mesure pour l'ensemble de la situation française ». Laisser se poursuivre la guerre, c'est donc laisser, sans contre-attaque, la bourgeoisie entreprendre son propre règlement de la question algérienne; c'est aussi désarmer plus encore le mouvement ouvrier. Il est temps de mettre un point d'arrêt à cette politique de laisser-faire. Et cela ne peut aller sans la révision générale de toutes les conceptions opportunistes dont regorgent les thèses; justification du vote des pouvoirs spéciaux, défense de l'Union Française sans aucune revendication nette de l'indépendance pour les peuples coloniaux. Là encore, seul un Congrès extraordinaire peut entreprendre une telle tâche.

UNITE DANS LA FAILLITE

Poser le problème algérien, et le problème de Suez qui lui est lié, c'est envisager aussi les méthodes

de lutte de la classe ouvrière française. « L'unité d'action est indispensable », pensent tous les mili-

tants. « Elle se réalise, elle est réalisée », répondait le XIV^e Congrès. Et c'est peut-être dans ce domaine que ses affirmations ont été le plus controvérsées par les faits. Aucune action commune n'a été entreprise depuis des mois, et, malgré les développements de l'opposition au sein de la SFIO, les contacts entre communistes et socialistes sont plus difficiles que jamais. La CGT perd, dans des proportions importantes, de son influence et, dans des secteurs ouvriers décisifs, une partie des travailleurs refuse de suivre ses mots d'ordre (Saint-Nazaire et Nantes). C'est la condamnation des la-

CONTRE LES LIQUIDATEURS

Cette revue trop brève de la politique définie par le XIV^e Congrès montre que sur les questions les plus brûlantes, la direction stalinienne du PCF se trouve absolument dépassée par les événements. Il n'y a là, d'ailleurs, aucun hasard. La politique de Maurice Thorez est déterminée avant tout par la défense des intérêts diplomatiques de l'Union soviétique; depuis des années, le PCF a cherché, pour appliquer cette ligne, des alliances en dehors des masses travaillantes. Son orientation actuelle n'est que la continuation d'un passé marqué par l'abandon successif de toutes les positions de classe du communisme.

Aujourd'hui, les conséquences de cette liquidation se font ressentir sur tout le mouvement ouvrier, qu'elles contribuent à plonger dans

mentables galipettes auxquelles s'est livrée la direction du PCF depuis des mois. Au XIV^e Congrès, M. Thorez a refusé d'introduire la revendication des 40 heures dans l'adresse aux socialistes; celle-ci, a expliqué Mme Vermeersch, tendait seulement à soumettre « aux réflexions des socialistes quelques réflexions ». Il apparaît maintenant que les dirigeants socialistes à la Mollet ne réfléchissent jamais et que les militants socialistes ont déjà depuis longtemps trouvé d'eux-mêmes un sujet de réflexion: la nécessité d'un programme d'action revendicatif et politique. La tâche d'un véritable parti communiste serait de proposer les éléments d'un tel programme; pour cela aussi, il faut faire appel à la discussion de tout le Parti.

le marasme. Aucun combat d'envergure ne peut être mené à bien tant que subsiste l'actuelle direction du PCF qui, forte du prestige gagné dans la lutte par ses militants, entrave tout progrès des luttes prolétariennes.

Il est grand temps que tous ceux qui veulent le triomphe du marxisme révolutionnaire œuvrent, dans toutes les organisations de masse des travailleurs, à l'élimination des dirigeants staliniens. C'est la condition des succès de demain. C'est pourquoi les trotskistes apportent un soutien inconditionnel à la lutte des militants communistes contre leur direction, pour le parti marxiste authentique qui mènera les travailleurs français à la lutte révolutionnaire victorieuse.

J. ROBLIN.

L'opposition doit s'organiser

Après les articles de Servin et de Thorez qui annonçaient que la direction se préparait à livrer bataille pour persévérer dans l'orientation néfaste cautionnée par l'accord bilatéral du 30 juin entre une délégation du PCF et une délégation du PCUS, l'équipe dirigeante a décidé de réunir le Comité Central pour donner plus de poids à ses méthodes d'intimidation envers l'opposition.

Il serait d'ailleurs plus exact de parler de plusieurs oppositions que d'une opposition. Quoiqu'il en soit les oppositions se sont développées pendant la dernière période. Pour avoir une juste appréciation de la vie intérieure du Parti Communiste Français il faut savoir comment sont nées ces oppositions.

Dans les colonnes de ce journal nous avons révélé l'existence des premiers indices d'un courant oppositionnel à la veille du XIII^e Congrès (printemps et été 1954). Que l'on relise, à ce sujet, la Tribune de discussion préparatoire au Congrès d'Ivry. Plusieurs contributions et notamment celle de Victor Leduc manifestaient des désaccords. Ces contributions dans l'ensemble, sans être explicites, trouvaient que le Comité Central ne mettait pas suffisamment l'accent sur le caractère de classe, des luttes du moment. Le XIII^e Congrès n'a certainement pas convaincu les premiers mécontents qui étaient des éléments isolés dans le Parti. Cependant, si faible soit-elle, cette première opposition se développa. Par la suite, d'autres prirent en considération les arguments qu'elle avait avancés.

Puis ce fut le coup de théâtre du voyage de Krouchtchev à Belgrade (été 1955). La sensationnelle réhabilitation de Tito et de la Ligue des Communistes Yougoslaves secoua tout le Parti. Les délégués centraux et fédéraux furent pressés de questions par les militants de base dans les Conférences. Si certains croyaient à l'explication officielle (« c'est la faute à Béria »), beaucoup commencèrent alors à réfléchir à lire et à relire des textes et à remettre en cause plusieurs aspects de la politique stalinienne en France.

C'est de la réhabilitation de Tito que date l'essor de la crise dans le PCF. Mais les événements se précipitèrent. Au XX^e Congrès du PCUS, non seulement les fautes et crimes de Béria, mais ceux de Staline, sa personne et sa politique, en partie, furent mises en accusation.

C'est à cause du nouveau climat qu'un grand nombre de militants osèrent faire ce qu'ils n'auraient pas osé auparavant: critiquer et s'opposer aux actes et à la politique de la direction (vote des pouvoirs spéciaux, pseudo politique de Front Unique, opportunisme envers le gouvernement Guy Mollet, voies « nouvelles » du socialisme). Le Bureau Politique fut obligé de reconnaître l'existence des désaccords.

Le rituel périmé du XIV^e Congrès n'impressionna pas l'opposition. Les événements de Pologne et de Hongrie l'ont renforcé.

Des pétitions circulent: réclamant la convocation d'un Congrès démocratique, des bulletins intérieurs et des sortes de manifestes mettant en cause les méthodes et la politique de l'organisation. Les oppositions, bien que faiblement et imparfaitement sans doute, se sont manifestées jusqu'au dernier Comité Central au cours duquel un membre employa le mot de stalinisme et où Pierre Courtade demanda une discussion pour enlever « tout prétexte » à l'activité fractionnelle.

Les trotskystes constituent une des plus anciennes oppositions communistes et ils pensent que les oppositions vivent, à l'heure actuelle, une expérience qu'ils ont pour leur part vécue. Nous ne voulons pas jouer les donneurs de conseils. Mais nous pouvons exprimer notre avis. Nous disons aux différentes oppositions: organisez-vous, trouvez des thèmes politiques d'intervention dans les conférences de sec-

tion et fédérales. Aux intellectuels nous disons: liez votre expérience à celle de la classe ouvrière. Surtout ne tombez pas dans le piège qui consiste pour la direction à faire croire qu'elle mène depuis toujours une politique conforme aux principes de la lutte de classe. En réalité le stalinisme en France, comme ailleurs, avait abandonné les principes de la lutte de classe. Les staliniens sans se vautrer dans la collaboration de classe, comme les chefs sociaux-démocrates, ont utilisé et utilisent le mouvement des masses à des fins diplomatiques alors que la véritable défense de l'URSS est l'essor du mouvement révolutionnaire sans sectarisme ni opportunisme.

On peut trouver que nous ne sommes pas suffisamment précis et nous demander: vous parlez d'oppositions au pluriel. Les soutenez-vous toutes ou n'en soutenez-vous qu'une seule?

Il existe chez certains intellectuels les indices certains d'un révisionnisme que nous condamnons. Les communistes ne peuvent admettre, que sous quelque prétexte que ce soit, le principe du rôle dirigeant de la classe ouvrière soit remis en cause et l'essentiel du léninisme auquel certes il est nécessaire de faire des apports à la lumière de la dégénérescence de la III^e Internationale sur la base précisément de l'expérience de la IV^e Internationale. Mais ces positions révisionnistes sont rares. Notre sympathie va, évidemment, surtout à ceux qui très consciemment luttent pour une politique de classe.

Que Tous unifient leurs efforts pour imposer la convocation d'un XV^e Congrès où les tendances et les plate-formes s'affronteront. Nous sommes persuadés que dans une confrontation démocratique se dégagerait une ligne proche de la nôtre.

R. MERLIN.